

**AGENCE MONETAIRE DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)**



**PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA
CEDEAO**

***RAPPORT SUR LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE
2007 – SIERRA LEONE***

Freetown, juillet 2008

En 2007, le Gouvernement de la Sierra Leone a continué de mettre l'accent sur l'accélération de la croissance économique et la stabilité macroéconomique grâce à des politiques budgétaire et monétaire prudentes, tout en créant l'infrastructure et les services sociaux nécessaires à l'allègement de la pauvreté.

Les données montrent que l'économie est demeurée robuste, enregistrant un taux de croissance du PIB réel de 7 % induit par les activités dans les secteurs de l'agriculture, des mines et du bâtiment. Cependant, l'inflation s'est accélérée quelque peu, en raison des insuffisances de l'offre et de l'agitation sociale en Guinée voisine. Le secteur extérieur est demeuré résistant, en dépit du choc lié à la flambée des cours du pétrole brut ; en témoigne la stabilité constante de la monnaie nationale, par rapport aux principales devises internationales. Hormis les bons du Trésor et les taux d'intérêt créditeurs, les taux d'intérêt sont demeurés généralement inchangés.

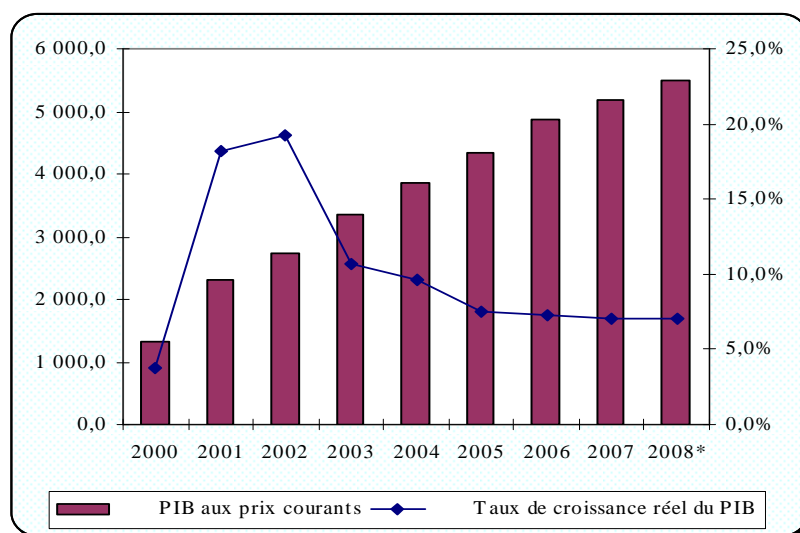
1 Analyse sectorielle

1.1 Secteur réel

Au cours de l'année sous revue, le gouvernement a mis l'accent sur l'accroissement de la productivité dans les secteurs de l'agriculture, des mines et des services en encourageant l'investissement direct étranger. A titre d'exemple, dans le secteur de l'agriculture, il a continué de fournir des intrants, notamment des variétés de semences améliorées et des services de vulgarisation agricole.

Selon les données, le PIB réel a progressé de 7 % en 2007, bien que ce taux de croissance soit légèrement en deçà de celui de 2006 (7,3 %) et de l'objectif révisé, soit 7,1 %, fixé pour l'année sous revue. Cette performance s'est accompagnée de l'expansion continue dans les secteurs de l'agriculture, des mines, de l'industrie manufacturière, du bâtiment et des services.

Graphique 3.49 : Evolution du Pib courant et du taux de croissance réel



Source : BSL, AMAO

Les données montrent, en outre, que le secteur primaire a enregistré un taux de croissance de 6,6 %, en raison d'augmentations significatives de la production de riz, de manioc et de pomme de terre. Par ailleurs, la production du secteur secondaire a progressé de 6,5 %, grâce au sous secteur minier qui a crû d'environ 10 %, suite à l'arrivée de nouvelles sociétés minières dans les industries du rutile et de la bauxite. Quant au secteur des services, il a enregistré un taux de croissance de 5 %, le commerce, l'assurance, les finances et l'immobilier affichant des signes d'une modeste reprise.

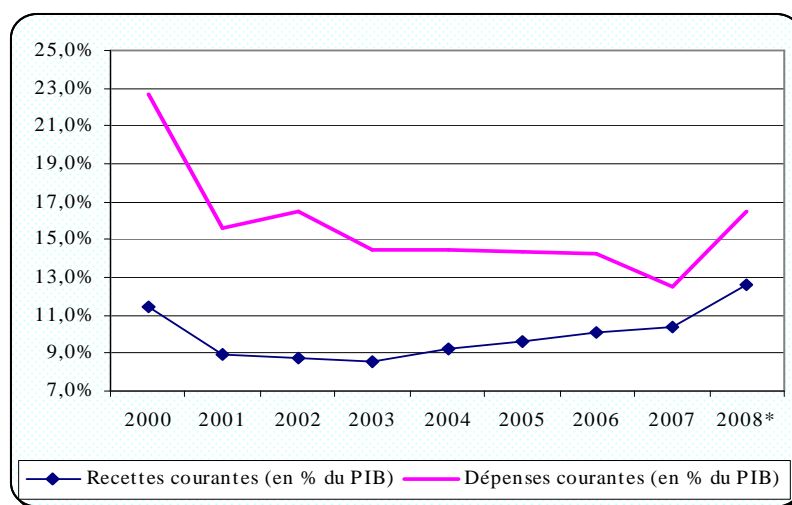
L'insuffisance de l'alimentation en énergie et la flambée des cours du pétrole ont eu une incidence négative sur l'activité économique. Afin de résoudre le problème de l'énergie à court terme, le gouvernement a recruté un prestataire de services en vue d'accroître l'offre d'électricité à Freetown. En outre, des activités sont en cours dans le cadre d'un projet électrique qui est sur le point d'être achevé et permettra de distribuer de l'énergie à d'autres parties du pays. Le gouvernement a également conclu des accords avec des consultants à l'effet d'accroître l'offre dans le cadre d'un certain nombre de projets financés par les bailleurs de fonds, notamment la BADEA, le Fonds saoudien et la JICA.

L'inflation s'est accélérée légèrement au cours de l'année, passant de 7,3 % à 13,8 %. Une conjugaison de facteurs sous-tend cette augmentation, notamment les effets tardifs du financement des opérations budgétaires par la banque centrale, l'accroissement du crédit intérieur par les banques de dépôts, les contraintes liées à l'offre imputables à la crise politique en Guinée et les élections présidentielles et parlementaires de 2007 organisées au cours du troisième trimestre de l'année.

1.2 Finances publiques

La politique budgétaire 2007 de la Sierra Leone visait à améliorer le recouvrement des recettes et le contrôle des dépenses, ainsi qu'à ramener la dette intérieure à un niveau soutenable. Suite aux retards récents liés au flux d'aide des bailleurs de fonds et à la faiblesse de la performance en matière de recouvrement des recettes, le gouvernement a adopté, en 2006, un système budgétaire de trésorerie fondé sur la hiérarchisation des dépenses.

Graphique 3.50 : Evolution des recettes et dépenses courantes



Source : BSL, AMAO

Selon les données disponibles, la politique budgétaire s'est légèrement améliorée en 2007. Les opérations budgétaires de l'Etat se sont traduites par un déficit budgétaire (sur base d'engagements, hormis les dons) équivalant à 5,6 % du PIB, contre 8,5 % l'année précédente. La balance primaire a accusé une baisse, passant d'un déficit de 6,1 % à 3,4 % en 2007. L'amélioration relative de la politique budgétaire s'explique par une contraction des dépenses totales, bien que les résultats en termes de recettes aient été en deçà des attentes. Le déficit budgétaire a été financé par les sources internes et externes, en particulier la Banque de Sierra Leone et les prêts extérieurs.

Le volume global des recettes intérieures a représenté 10,4 % du PIB, après avoir crû de 7,9 % en 2007, contre 19,5 % l'année précédente. Les recettes fiscales, qui représentaient 84,8 % des recettes internes totales, ont également crû légèrement, passant de 8,5 % du PIB à 8,8 %. Les recettes non fiscales ont enregistré une légère hausse de 0,2 %, contre 24,3 % en 2006. Le ralentissement en

matière de recouvrement des recettes pourrait s'expliquer par la faiblesse de l'assiette fiscale, l'inefficacité du système de recouvrement des recettes et l'insuffisance des capacités opérationnelles des unités de production, imputable à la crise énergétique persistante.

Le volume global des dons reçus en 2007 s'est élevé à 4,8 % du PIB, contre 7 % au cours de l'année précédente. Cette baisse s'explique par les craintes des bailleurs de fonds concernant les résultats des élections et l'incapacité du pays à remplir certains critères requis.

Les contrôles efficaces des dépenses ont contribué à réduire de 9,6 % les dépenses totales (prêts nets inclus), qui représentaient environ 16,1 % du PIB. Les dépenses courantes ont baissé de 6,9 %, représentant 78,6 % des dépenses totales. Cette réduction est imputable à la baisse des autres dépenses **non précisées** et des taux d'intérêt, suite à l'allègement de la dette au titre de l'initiative PPTTE, ainsi qu'aux économies réalisées sur la masse salariale, suite à l'élimination des fonctionnaires fantômes dans la fonction publique.

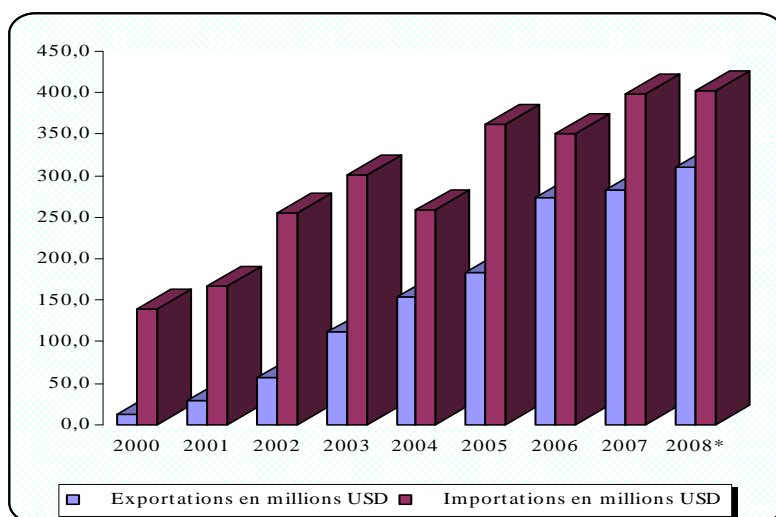
L'absence d'un financement suffisant pour les projets de développement a contraint le gouvernement à réduire de 19 % ses dépenses en capital, par rapport au niveau des investissements de 2006. Environ 76,2 % du volume total des investissements au titre de l'année ont été financés par des ressources extérieures.

A la différence de l'un des objectifs de politique, l'encours de la dette intérieure a crû de 9,8 %, passant à 632 974 millions de Le, soit 12,3 % du PIB. Cette augmentation s'explique, pour l'essentiel, par les emprunts de l'Etat par le truchement de l'émission de bons du Trésor à 91 jours par la banque centrale. Environ 60 % de la dette intérieure de l'Etat est détenu par le système bancaire.

1.3 Secteur extérieur

En 2006, la politique du Gouvernement de Sierra Leone dans le secteur extérieur a porté essentiellement sur l'accroissement des réserves de change. Conformément à cet objectif, le gouvernement a encouragé l'investissement dans le secteur des exportations.

Les données indiquent que le secteur extérieur a continué de se renforcer en 2007, suite à la reprise des activités économiques dans les secteurs de l'agriculture et des mines. Le déficit global de la balance des paiements s'est rétréci, passant de 3,8 % du PIB en 2006 à 1,8 %. Cependant, le solde du déficit du compte courant par rapport au PIB s'est accru, passant de 6,9 % à 9,6 %, en raison de l'évolution défavorable du compte du commerce de marchandises. En dépit de la croissance de la production de biens d'exportation traditionnels du pays (or, bauxite et rutile), les termes de l'échange favorables se sont traduits par une légère augmentation (3,6 %) des exportations. Par ailleurs, les importations de marchandises ont progressé de 13,3 %, contre une baisse de 2,9 % en 2006, en raison de l'augmentation considérable des importations de produits non pétroliers. Les importations de produits pétroliers, qui représentaient environ 30 % du montant total de la facture d'importations, se sont maintenues à 121,5 millions de \$ EU, grâce aux mesures d'amélioration de l'efficacité mises en place en vue de limiter la consommation de carburant, en particulier pour la production d'énergie.

Graphique 3.51 : Evolution des exportations et importations

Source : BSL, AMAO

Les données montrent, par ailleurs, que les contraintes liées au compte de capital se sont relâchées en 2007, à la faveur essentiellement des transferts de capitaux vers le pays. Cependant, le niveau des investissements directs étrangers a continué de baisser, passant de 74,4 millions de \$ EU à 61,8 millions de \$ EU, puis à 31,4 millions de \$ EU, respectivement en 2005, 2006 et 2007. L'impact net des transactions sur la balance des paiements s'est traduit par une légère augmentation des réserves extérieures brutes, qui sont passées de 184,2 millions de \$ EU (4,9 mois de couverture des importations) à fin 2006 à 215,6 millions de \$ EU (5,1 mois de couverture des importations) à fin 2007.

Le leone, la monnaie nationale, est demeuré relativement stable, en raison de l'amélioration relative de la balance des paiements. La monnaie s'est dépréciée quelque peu, de 0,1 % par rapport au dollar EU, 4,7 % par rapport à la livre sterling et 10,3 % par rapport à l'euro.¹ La dépréciation relativement plus élevée par rapport à la livre sterling et à l'euro s'explique par l'appréciation de ces monnaies sur le marché financier international. La Banque de Sierra Leone a également contribué à assurer la stabilité de la monnaie nationale grâce à ses interventions hebdomadaires sur le marché de change interbancaire.

La position de la dette extérieure du pays s'est améliorée considérablement, passant de 1 610,9 millions de \$ EU à fin 2006 à 316,9 millions de \$ EU à fin 2007, fruit de l'allègement massif de la dette accordée par les partenaires au développement du pays dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) suite à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE en 2006. Cette évolution a permis au pays d'améliorer considérablement la situation de sa dette qui, jusqu'ici, était insoutenable.

¹ Le leone s'est déprécié de 1,4 %, 13,2 % et 11,1 % par rapport au dollar EU, à la livre sterling et à l'euro, respectivement, en 2006.

Tableau 3.19 : DONNEES RELATIVES A LA SOUTENABILITE DE LA DETTE EXTERIEURE

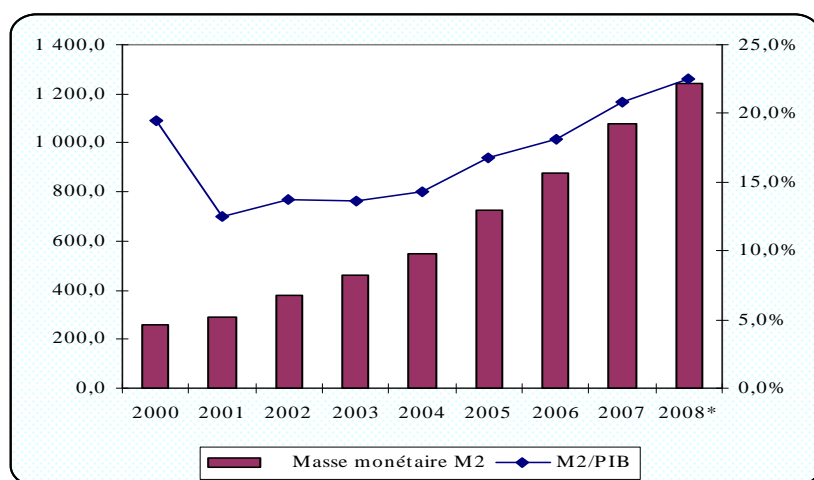
| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|-------|
| Situation de la dette extérieure (millions de \$ EU) | 1 536,0 | 1 662,2 | 1 710,2 | 1 689,6 | 1 610,9 | 316,9 |
| Dette extérieure/PIB (%) | 121,8 | 115,9 | 119,9 | 112,9 | 98,1 | 18,3 |
| Dette extérieure/exportations de biens et services non facteurs (%) | 1439,6 | 938,6 | 793,6 | 643,6 | 510,3 | 105,2 |
| Service de la dette extérieure/PIB (%) | 3,7 | 3,2 | 3,1 | 1,7 | 1,1 | 0,5 |
| Service de la dette extérieure /exportations de biens et services non facteurs (%) | 43,5 | 25,8 | 20,8 | 9,9 | 5,5 | 3,1 |

Source : BSL, AMAO

1.4 Secteur monétaire

L'évolution des taux d'intérêt nominaux reflète la préférence croissante pour les instruments financiers à court terme et l'augmentation du coût du capital. Le taux d'escompte des bons du Trésor à 91 jours a augmenté, passant de 14,2 % en 2006 à 21,2 %. Par ailleurs, le taux de dépôts à terme à 12 mois a accusé un recul, passant de 12,8 % à 12 %. Le taux d'épargne moyen a stagné à 7,8 %, tandis que le taux débiteur a crû de 100 points de base pour s'établir à 28 %. L'accroissement du taux d'escompte des bons du Trésor et du taux prêteur s'explique par les emprunts contractés par les pouvoirs publics auprès du secteur privé et l'accroissement de la demande de fonds prêtables.

Graphique 3.52 : Evolution de la masse monétaire



Source : BSL, AMAO

Afin de soutenir la politique budgétaire de l'Etat, la Banque de Sierra Leone a concentré ses efforts sur le maintien du taux d'inflation à un chiffre réalisé en 2006 grâce au renforcement de la gestion de la trésorerie. A cet égard, il était prévu que la base monétaire et la monnaie au sens large croissent au rythme de 4,4 % et 5 %, respectivement, en 2007.

Contrairement aux objectifs fixés, la politique monétaire a été plutôt expansionniste, dans la mesure où les agrégats monétaires ont dépassé les objectifs définis pour l'année. La base monétaire a crû de 26,2, contre un taux de croissance de 10,7 % en 2006. La croissance de la monnaie au sens large (M_{2+}) a également dépassé l'objectif fixé de 17,7 points de pourcentage. Cette expansion a eu une incidence sur toutes les composantes de la masse monétaire, en particulier la quasi-monnaie (dépôts d'épargne et à terme) et les dépôts en devises.

Tableau 3.20 : CROISSANCE DES PRINCIPAUX AGREGATS (%)

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|------|------|------|-------|------|------|------|
| Base monétaire | 29,4 | 24,9 | 22,4 | 12,6 | 24,3 | 10,7 | 26,2 |
| Monnaie au sens large (M ₂₊) | 33,7 | 29,6 | 21,9 | 20,1 | 31,3 | 21,5 | 22,7 |
| Monnaie au sens étroit (M ₁) | 35,4 | 30,6 | 18,4 | 17,6 | 23,1 | 15,4 | 12,5 |
| Circulation fiduciaire | 30,7 | 27,4 | 27,3 | 8,6 | 13,0 | 19,1 | 12,5 |
| Dépôts à vue | 43,4 | 35,7 | 5,1 | 33,8 | 38,0 | 10,9 | 12,4 |
| Quasi-monnaie | 17,3 | 33,7 | 27,7 | 118,3 | 44,9 | 30,1 | 35,6 |
| Dépôts en devises | 51,4 | 20,1 | 29,8 | 30,4 | 54,9 | 32,5 | 42,5 |

Source : BSL, AMAO

L'accroissement de la monnaie au sens large a été induite essentiellement par les avoirs extérieurs nets (AEN), qui ont crû de 34,1 %, suite à la croissance astronomique de 665,1 % enregistrée en 2006. En outre, les avoirs intérieurs nets (AIN) ont crû de 7,4 %, contre 31,5 % en 2006. L'augmentation des AIN a été dominée par l'accroissement des crédits accordés par le système bancaire aux institutions des secteurs privé et public.

2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

L'analyse montre que la performance de la Sierra Leone en ce qui concerne les critères de convergence ne s'est améliorée que légèrement en 2007, dans la mesure où le pays n'a atteint que deux objectifs, à savoir le critère primaire relatif au financement du déficit budgétaire par la banque centrale et le critère secondaire afférent à la stabilité du taux de change..

2.1 Critères primaires

Des progrès ont été accomplis en vue de la réalisation de certains critères, tandis que la situation s'est détériorée pour d'autres. Le budget bâti sur la trésorerie disponible et d'autres mesures budgétaires prudentes adoptées ces dernières années se sont avérées utiles, à ce jour, pour le contrôle des dépenses. Par conséquent, le ratio déficit budgétaire/PIB s'est contracté, passant de 8,5 % à 5,6 %, bien que le pays ait manqué de 1,6 point de pourcentage l'objectif fixé.

Tableau 3.21: SITUATION DE LA CONVERGENCE De LA SIERRA LEONE

| | Norme | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008* |
|---------------------------------------|------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Critères de premier rang: | | | | | | | | | | |
| i) Déficit Budgétaire/PIB | ≤ 4% | 17,3 | 16,7 | 16,5 | 19,4 | 14,3 | 9,5 | 8,5 | 5,6 | 9,0 |
| ii) Taux d'inflation | ≤ 5% | -2,8 | 3,4 | -1,3 | 11,3 | 14,4 | 13,1 | 7,3 | 13,8 | 13,5 |
| iii) Financement BC | ≤ 10% RF n-1 | 0,0 | 8,9 | 0,0 | 26,4 | 0,0 | 0,0 | 13,3 | 0,8 | 1,3 |
| iv) Reserves brutes de change | ≥ 6 mois Imports | 2,8 | 2,3 | 3,1 | 1,7 | 3,3 | 4,8 | 4,9 | 5,1 | 4,5 |
| Critères de second rang | | | | | | | | | | |
| i) Recettes fiscales/PIB | ≥ 20% | 10,8 | 13,4 | 11,4 | 16,7 | 13,7 | 8,1 | 8,5 | 8,9 | 9,6 |
| ii) Masse Salariale/Recettes fiscales | ≤ 35% RF | 62,0 | 55,0 | 63,9 | 59,7 | 56,0 | 65,5 | 61,6 | 60,9 | 60,9 |
| iii) Investissements interes/Recettes | ≥ 20% RF | 4,4 | 6,6 | 9,4 | 11,3 | 8,2 | 7,9 | 10,6 | 9,1 | 8,9 |
| iv) Taux d'intérêt réel | > 0 | 9,3 | 1,3 | 8,1 | -5,8 | -6,6 | -7,2 | -1,8 | -8,3 | -8,0 |
| v) Stabilité du Taux de change réel | ± 5% | -12,7 | 7,1 | 0,4 | -14,4 | -21,7 | 2,0 | 3,7 | -0,9 | 0,5 |
| Nombre de critères respectés | | 3 | 3 | 4 | 0 | 1 | 2 | 1 | 2 | 2 |

Source

s : BSL, FMI

*Projections à fin 2008

Par contre, le taux d'inflation (d'une année sur l'autre) a progressé considérablement, passant de 7,3 % à 13,8 % à fin décembre 2007. Outre l'impact de la flambée des cours des combustibles, cette évolution s'explique par les phénomènes monétaires et les contraintes liées à l'offre au plan interne. En particulier, les poussées inflationnistes étaient induites par la pénurie de biens essentiels pendant les troubles politiques en Guinée voisine au cours du premier.

Les difficultés financières rencontrées en 2006 se sont atténuées au cours de l'année sous revue. Cette embellie a permis à la Sierra Leone d'atteindre l'objectif relatif au financement du déficit budgétaire par

la banque centrale, avec un ratio de 0,8 % en 2007, après avoir dépassé, en 2006, l'objectif fixé. Cette performance est assez encourageante, compte tenu de l'insuffisance des recettes internes et de la pénurie de dons extérieurs imputable aux incertitudes liées aux élections parlementaires et présidentielles en 2007.

L'évolution favorable de la balance des paiements au cours du second semestre de l'année s'est traduite par une augmentation modeste des réserves extérieures du pays, en dépit du renchérissement de la facture d'importations. Ainsi, les réserves extérieures brutes sont passées de 4,9 mois de couverture des importations à 5,1 mois..

2.2 Critères secondaires

La performance au titre des critères secondaires n'a guère été encourageante, dans la mesure où les résultats au titre de la plupart des critères prescrits dans cette catégorie ont été en deçà des attentes. A ce niveau, il convient de souligner qu'aucune évaluation n'a été possible en ce qui concerne le critère relatif aux arriérés intérieurs, faute de données.

Le niveau des recettes fiscales est demeuré relativement faible, stagnant en dessous de 9 % du PIB, en dépit des efforts déployés en vue d'améliorer le recouvrement des recettes. Ce résultat s'explique par l'insuffisance des capacités des organismes de recouvrement des recettes. Cette faible performance est due à un certain nombre de facteurs, notamment l'insuffisance de l'infrastructure de production, le faible niveau des recettes fiscales provenant des entreprises commerciales, en raison de la faiblesse des capacités et des coûts de fonctionnement élevés liés à l'irrégularité de l'alimentation en énergie et aux exonérations de droits de douane.

Depuis 2005, la Sierra Leone a enregistré quelques modestes progrès en ce qui concerne la masse salariale. Toutefois, le ratio masse salariale/recettes fiscales est demeuré élevé, s'établissant à 25,9 points de pourcentage au-dessus du niveau maximum requis de 35 %, en 2007. Outre la faiblesse du niveau des recettes fiscales, le problème des effectifs pléthoriques de la fonction publique pourrait expliquer ce niveau élevé de la masse salariale. Le gouvernement a pris un certain nombre de mesures en vue de résoudre ce problème en réduisant l'incidence des fonctionnaires fantômes sur la masse salariale de l'Etat, notamment le paiement des salaires et indemnités par le truchement du système bancaire.

Le niveau des investissements publics financés par des sources internes s'est élevé à 9,1 %, pour un niveau minimum requis fixé à 20 % des recettes fiscales. Etant donné que l'investissement est un poste de dépenses laissé à la discrétion des autorités, le facteur limitatif concerne le faible niveau des recettes et la forte demande pour les dépenses courantes. Les autorités pourraient être amenées à améliorer le recouvrement des recettes afin d'assurer une meilleure performance dans ce domaine.

L'augmentation du taux d'inflation a favorisé la prévalence de taux d'intérêt réels négatifs.² L'évolution à la baisse des taux d'intérêt réels négatifs, qui sont passés de 1,8 % à 8,3 %, dénote un manque d'intérêt croissant pour l'investissement à long terme. Outre cette évolution, tandis que le taux d'épargne est demeuré à 7,8 %, le taux prêteur moyen a crû, aggravant davantage la marge de taux d'intérêt.

En utilisant une fourchette de fluctuation de ± 5 %, le taux de change réel a été stable. Le taux de change nominal a été relativement stable ces dernières années. En dépit de la faiblesse de l'impact des poussées inflationnistes subi par le pays ces dernières années, la stabilité relative du taux de change nominal par rapport aux principales devises internationales, en particulier le dollar des Etats-Unis, a favorisé ce résultat.

² Le taux d'intérêt est la différence entre les taux minimum d'épargne et d'inflation.

3 Perspectives pour 2008

On s'attend à ce que l'activité économique demeure prospère en 2008, compte tenu des investissements continus dans les secteurs de l'agriculture et des mines, ainsi que des efforts déployés en vue de juguler la crise énergétique. Un taux de croissance de 6,3 % est prévu pour l'année. *Ceteris paribus*, les projections indiquent que les poussées inflationnistes enregistrées en 2007 persisteront, influencées en partie par les effets tardifs des activités de création de monnaie par le système bancaire et par la relance de la demande de consommation, à mesure que le nouveau gouvernement mettra en œuvre son programme de développement dans tous les secteurs de l'économie. Les données disponibles montrent que le niveau moyen des prix à la consommation a augmenté de 3,2 % au cours du premier trimestre 2008, ce qui pourrait se traduire par un taux d'inflation annuel de 13,5 %.

Le taux d'escompte des bons du Trésor à 91 jours et les taux prêteurs moyens devraient également enregistrer une hausse, suite à l'accroissement de la demande d'investissement et des emprunts de l'Etat tant auprès du système bancaire que du secteur privé. L'augmentation des exportations de marchandises et l'allégement de la dette contribueront à réduire la demande de devises, contribuant ainsi à maintenir la stabilité relative de la monnaie nationale.

Les projections montrent, en outre, que la performance au titre de la convergence macroéconomique demeurera faible en 2008. Il se pourrait que le pays soit en mesure d'atteindre les deux objectifs (financement du déficit budgétaire par la banque centrale et stabilité du taux de change réel) enregistrés l'année précédente. L'augmentation de la demande de dépenses dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des services et de l'infrastructure devrait accentuer le déficit budgétaire, compte tenu des contraintes liées au recouvrement des recettes. Les autorités devraient continuer de faire face aux problèmes de l'inflation, de la masse salariale, du financement de l'investissement public par les sources internes et des taux d'intérêt négatifs. L'augmentation de la facture d'importations pour les produits tant pétroliers que non pétroliers contribuera à réduire le niveau des réserves extérieures.

4 Conclusion et recommandations

L'activité économique s'est redressée ces dernières années, suite aux investissements massifs dans les secteurs de l'agriculture et des mines, avec le soutien des partenaires au développement du pays. Cependant, les contraintes qui caractérisent le secteur réel contribuent à la faiblesse du recouvrement des recettes.

Outre une forte demande pour les dépenses publiques au titre des salaires et du développement de l'infrastructure, le problème de la mobilisation de recettes entraîne des déficits budgétaires élevés. Ceux-ci ont été financés par la banque centrale ces dernières années. L'insuffisance du financement des bailleurs de fonds et les retards liés aux décaissements créent d'importants problèmes financiers à l'Etat.

En dépit des efforts visant à limiter l'excédent de liquidité, la monétarisation des opérations budgétaires, les activités de création de liquidité des banques commerciales et les contraintes structurelles ont favorisé les pressions inflationnistes. Le taux d'intérêt a également enregistré une tendance à la hausse, suite à l'accroissement de la demande de capitaux.

Le compte courant a été soumis à des pressions ces dernières années, essentiellement en raison de la forte croissance des importations et de la hausse du coût des combustibles. Toutefois, les recettes en devises au titre des exportations ont contribué à assurer la stabilité relative de la monnaie nationale.

Compte tenu des contraintes actuelles, le gouvernement doit s'attaquer aux contraintes institutionnelles et au problème budgétaire, qui ont une incidence négative sur l'efficacité de la politique monétaire,

diversifient et améliorent la productivité du secteur réel. A cet égard, les recommandations suivantes pourraient s'avérer utiles :

1. introduire la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans le cadre d'un mécanisme efficace de taxation des biens et services en vue d'améliorer les recettes fiscales ;
2. renforcer la capacité des organismes de recouvrement des recettes en automatisant le recouvrement des recettes, en révisant et élargissant la gamme des activités imposables et en créant une base de données prenant en compte tous les contribuables ;
3. assurer l'adéquation entre les dépenses publiques et les niveaux de ressources disponibles ;
4. continuer de réhabiliter l'infrastructure de production et intensifier le renforcement des capacités humaines à l'effet d'appuyer la production de biens et services ;
5. développer le secteur privé en encourageant l'investissement direct privé dans le secteur réel, et créer des industries familiales ;
6. prendre des mesures appropriées afin de réduire la masse salariale du secteur public en mettant en place des mécanismes d'audit, afin d'assainir le fichier de la fonction publique et de moderniser le fonctionnement des services publiques en vue d'améliorer la productivité ;
7. libéraliser le marché financier et introduire des actifs financiers supplémentaires, et créer les conditions nécessaires pour un régime de taux d'intérêt souple ;
8. accroître les réserves en devises grâce à la promotion et à la diversification des exportations ;
9. développer les secteurs de la pêche et des ressources minérales pour lesquelles le pays jouit d'un avantage comparatif relatif ;